



Vente des bâtiments DR Caen, Vernon, Darnetal

L'UNÉDIC vend les bijoux de famille avec la complicité de la direction La CFE-CGC leur dit « MERCI PATRON ».

Le SNU-FSU a appris par hasard fin octobre que le bâtiment de la DR Caen était en vente via un site professionnel et ce depuis la rentrée. <http://www.advenis-res.com/vente-bureaux-caen-f27834#annonceMap>

Ses représentants au CE avaient donc préparé une déclaration pour la réunion du 27 octobre afin d'informer les élus et collègues et de demander à la direction ce que sont ses projets quant à ce site. Il en va de l'avenir des collègues qui y travaillent aussi bien à la DR qu'à la DT14.

L'effet de surprise pouvait être intéressant avant la réunion de ce CE du 27 novembre.

C'était sans compter sur la mobilisation de la CFE-CGC au secours de la direction quelques heures avant l'ouverture de cette réunion :

Mardi 25 octobre, 17h42 (il n'est jamais trop tard pour bien faire !) NDLR.

Bonjour à toutes et tous,

Ce matin, une information nous était parvenue concernant la mise en vente de l'établissement se situant au 1 rue Normandie Niémen à CAEN (ex-Direction régionale).(sic)

Devant l'inquiétude croissante des collègues, la CFE-CGC est allée à « la pêche aux renseignements » pour faire la lumière sur cette action. Renseignements pris, il semble que ce soit une procédure courante et en tout état de cause sans aucun lien de cause à effet avec le rapprochement des deux ex-régions Haute et Basse Normandie (la vente de ce bâtiment serait prévue depuis plus d'un an et le bail court jusqu'en 2020). Nous avons bien sûr pris contact avec la Direction et demandé une information claire sur la nature de cette opération afin de rassurer les collègues concernés. A 16h58, un message émanant de la Direction a été diffusé précisant qu'une vente en lots de plusieurs bâtiments appartenant à l'UNEDIC était en cours. Cette vente concerne les sites de: Normandie Niémen à Caen. Vernon. Darnetal.

Nous nous félicitons de cette communication.

Cordialement

Le Bureau CFE-CGC

Notons tout d'abord que pour la CFE-CGC, le bâtiment de Caen est une « ex-direction régionale » alors que la direction persiste à affirmer que la DR Normandie a 3 implantations.

Pour le SNU-FSU, il est peu probable que les collègues qui travaillent dans ces bâtiments se félicitent de cette communication. Quand, pour ce qui concerne le bâtiment DR Caen, l'annonce met en avant des locaux divisibles, ce n'est certainement pas dans la perspective que le bail en cours qui arrivera à terme en 2020 soit renouvelé.

Lors de la séance du CE du 27 octobre, la direction a reconnu qu'elle avait communiqué bien tardivement à ce sujet.

Pour le SNU-FSU, ce mea culpa ne suffit pas. L'échéance 2020 viendra très vite. D'ici-là la restructuration des DT aura fait son œuvre, la réduction des effectifs dans l'ensemble des structures DR/DT également. Que restera-t-il de l'implantation DR Caen ? Selon nous : RIEN. Les discours rassurants, trop souvent répétés et contredits par les faits ne passent plus depuis longtemps. Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. En attendant, si la direction veut accélérer ses gains de productivité, elle peut saborder le service com. La CFE-CGC se chargera de ces missions avec son zèle habituel !



Déclaration du SNU-FSU réunion du CE du 27 octobre 2016

Dans un bâtiment récent en bon état d'entretien, au sein du quartier de la Folie Couvrechef situé au nord de Caen, un immeuble à usage de bureaux est disponible à la VENTE. A proximité d'un important parc technologique, ce bâtiment en R+3 dispose de plus de 3 000 m² de bureaux divisibles.

Pleine propriété. Immeuble récent en bon état. Locaux divisibles. Bonnes dessertes par routes et transports en commun. Vidéosurveillance. Digicode. Accès par badge. Chauffage gaz (radiateurs). Ascenseur. Détection incendie, alarme incendie, agent de sécurité. TGBT (tableau général basse tension). Huisseries : double vitrage. Sous sol. Prix de vente : 1 103 € HD/m².

Le SNU-FSU PE Normandie n'a aucunement décidé de se reconvertir dans l'immobilier. Ses représentants saisissent simplement l'occasion de la réunion du CE pour informer élus et représentants syndicaux ainsi que la direction régionale de Pôle emploi, de la mise en vente du bâtiment de la DR Caen. Ce bâtiment est notamment proposé à la vente sur le site de la société Advenis : <http://www.advenis-res.com/vente-bureaux-caen-f27834#annonceMap>

Notre priorité est évidemment d'informer officiellement la direction régionale de Pôle emploi car il nous est impossible d'imaginer que la direction ait pu être informée de cette mise en vente. Forte de son intérêt pour un dialogue social sain et constructif, guidée par la lutte au quotidien contre les risques psycho-sociaux et la souffrance au travail, elle aurait, si elle l'avait eue, officiellement et rapidement partagé cette information avec le CE et avec les salariés concernés. Madame Chong-Wa Numéric, vous êtes donc maintenant officiellement informée de la mise en vente du bâtiment de la DR Caen.

Au-delà de l'ironie, nous affirmons que vendre un bâtiment c'est vendre l'outil de travail. Vendre l'outil de travail sans en informer le CE et les salariés concernés revient à pratiquer le mensonge par omission, à entraver le bon fonctionnement du CE et des CHSCT. Vendre l'outil de travail sans en informer le CE et les salariés concernés n'est rien d'autre que l'aveu, de la part des responsables de ce mensonge par omission, qu'ils ont des plans secrets qu'il vaut mieux mener dans l'ombre le plus longtemps possible. Vendre l'outil de travail via un mode opératoire aussi opaque consiste à créer de la suspicion dans les esprits des salariés de la DR Caen déjà touchés par des restructurations opérationnelles et immobilières permanentes et qui se demandent avec inquiétude, depuis le lancement du processus de fusion des régions, quand viendra l'heure de la suppression définitive de leurs missions et/ou de leurs emplois. La direction n'a de cesse de les rassurer. La mise en vente de leur outil de travail va sans doute les combler de bonheur et de quiétude. Il s'agit également, par ce mode opératoire indigne, d'enterrer les derniers espoirs, chez qui en aurait eu encore, d'un travail possible, entre direction et représentants du personnel, selon les principes du respect et de la confiance dans le contexte d'un véritable « dialogue social ».

On nous rétorquera qu'un bien peut changer de propriétaire sans entraver la poursuite voire le renouvellement d'un bail. Certes mais dans le contexte de proximité entre Pôle emploi et son bailleur, la chose est difficilement concevable. Alors qu'en est-il vraiment et pourquoi tant d'opacité ?

Les élues du SNU-FSU Pôle emploi Normandie demandent donc à la direction d'indiquer dès maintenant au CE puis, dans les plus brefs délais, aux salariés de la DR Caen quels sont ses projets pour ce site. S'agit-il d'un projet de déménagement ? S'agit-il d'un projet de fermeture de l'implantation DR Caen ? Le cas échéant, quel est le calendrier retenu ? Quelles que soient les hypothèses, quel est l'avenir professionnel des collègues concernés ?

Le SNU-FSU PE Normandie ose encore demander à la direction d'arrêter de considérer que les salariés en général et les élus en particulier ne sont que des unités négligeables et jetables, des idiots aussi naïfs qu'utiles, dans un vaste projet de destruction planifiée des services publics de l'emploi.